

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

RD147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-24-189-EM
Code AIOT : 0010600304

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 13 bis avenue de l'industrie 69960 Corbas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée le 22/08/2024. Cette inspection est liée, entre autres, au suivi des mises en demeure du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 13 bis avenue de l'industrie 69960 Corbas
- Code AIOT : 0010600304
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2021, le groupe DERICHEBOURG-PURFER a procédé à l'acquisition du groupe ECORE et de sa filiale GDE (Guy Dauphin Environnement). L'établissement de Corbas fait désormais partie des sites PURFER. La reprise opérationnelle de cet établissement s'est faite au printemps 2022.

La société PURFER exploite sur la commune de CORBAS des installations de transit, regroupement et tri / traitement mécanique de déchets de métaux ou d'alliage de métaux non dangereux et un centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Pour ce site de Corbas, la société GDE avait été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié et par agrément préfectoral du 29 octobre 2018. Les activités actuellement autorisées et exercées sur ce site sont classées (notamment) sous les rubriques n° 2712-1 (E), 2713-1 (E), 2718-1 (A), 2791-1 (A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le changement d'exploitant fait l'objet d'une instruction en cours au moment de la présente inspection.

L'établissement de Corbas mesure 15 600 m², dont 11 000 m² de surface et bâtiments à usage industriels.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Parallèlement aux inspections réalisées sur le site, une demande de changement d'exploitant était en cours d'instruction, l'ancien exploitant Guy Dauphin Environnement cessant son activité au profit de la société PURFER.

Un arrêté préfectoral actant cette demande est en cours de rédaction et sera transmis à l'exploitant prochainement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Classement ICPE	AP Complémentaire du 15/01/2014, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Porter à Connaissance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fluides frigorigènes - Suite de la mise en demeure du 07/05/2021	AP de Mise en Demeure du 07/05/2021, article 1, point 2	Levée de mise en demeure
2	Gestion des	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux - Suite de la mise en demeure du 05/12/2022	05/12/2022, article 1	
6	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 3	Sans objet
4	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 3, points 1.4, 1.5 et 1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés, l'Inspection propose de lever les mise en demeure du 07/05/2021 et du 05/12/2022.

L'Inspection du 22/08/2024 a néanmoins mis en évidence des écarts qui nécessitent la mise en oeuvre des actions suivantes :

- sous 4 mois :

Les éléments permettant de répondre aux demandes suivantes sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées :

- être vigilant sur les quantités de déchets dangereux (batteries) stockées et rester en permanence sous le seuil IED de 50 tonnes.
- poursuivre le suivi réalisé permettant de connaître la quantité de fluides frigorigènes extraite par véhicule.

2-4) Fiches de constats

N° 5 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2014, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : <u>Classement ICPE :</u> - 2713-1 (A) : surface de stockage de 10650 m ² (passage à Enregistrement) - 2718-1 (A) : 56 tonnes (stockage de batteries) - 2791-1 (A) : déchets traités 400 t/ jour dont 200 tonnes.jour de métaux oxycoupés et 200 t/jour de métaux cisailés par presse - 2712-1 (E) : 9000 m ² (VHU) - 2711-2 (DC) : 175 m ³ - 2714-2 (D) : 780 m ³ dont 300 m ³ papiers/cartons, 300 m ³ bois, 100 m ³ plastiques et 80 m ³ pneus - 2716-2 (DC) : 300 m ³ de Déchets Non Dangereux - Rubriques Non Classées

Constats :

Rubrique 2713-1 :

La surface exploitée pour cette rubrique reste similaire à celle autorisée par l'arrêté préfectoral. Suite à une modification de la nomenclature, l'activité liée à la rubrique 2713 est désormais classable sous le régime de l'Enregistrement.

Rubrique 2718-1 :

L'arrêté préfectoral du 15/01/2014 autorisé le stockage de déchets dangereux pour une quantité de 56 tonnes. Comme évoqué lors d'une inspection précédente, le stockage d'une quantité de déchets dangereux supérieurs à 50 tonnes franchit le seuil de classement IED et impliquerait un classement sous la rubrique 3550. Ces éléments avaient été constatés dans le rapport de l'inspection du 27/10/2022. L'exploitant avait indiqué limiter le stockage de batteries à 50 tonnes. Pour cela, il a comblé la fosse anciennement utilisée pour stocker ces batteries.

Le jour de l'inspection, la quantité maximale de batteries présentes sur le site était respectée (5,148 tonnes. Au regard de l'état des stocks transmis (cf. point de contrôle n°6), l'Inspection constate des dépassements ponctuels du seuil de 50 tonnes.

L'Inspection a constaté que cette fosse est comblée et n'est plus utilisable.

Le rapport de l'inspection du 27/10/2022 avait demandé à l'exploitant d'évacuer des traverses de chemin de fer retirées des flancs intérieurs de cette fosse.

Par mail du 23/08/2024, l'exploitant a transmis un bon de sortie daté du 03/02/2023 démontrant que 15,9 tonnes de traverses de chemin de fer ont été évacuées.

Suite à ces constats, l'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur les quantités de déchets dangereux (batteries) stockées et de rester en permanence sous le seuil IED de 50 tonnes.

Rubrique 2791-1 :

Les quantités de déchets traitées restent similaires à celle autorisées par l'arrêté préfectoral.

Rubrique 2712-1 :

La surface exploitée pour cette rubrique reste similaire à celle autorisée par l'arrêté préfectoral.

Rubrique 2711-2 :

Les volumes exploités pour cette rubrique restent similaires à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral.

Rubrique 2714-2 :

Les volumes exploités pour cette rubrique restent similaires à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral.

Rubrique 2716-2 :

Les volumes exploités pour cette rubrique restent similaires à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral.

Rubriques Non-Classées :

Les rubriques Non-Classées mentionnées dans l'arrêté préfectoral sont les suivantes : 4725 (ancienne rubrique 1220) pour le stockage d'oxygène, 4718 (ancienne rubrique 1412) pour le stockage de gaz inflammable, 4734 (ancienne rubrique 1432-2) pour le stockage de liquides inflammables, 1435 pour la distribution de carburants, 2517 pour une station transit de produits minéraux.

Ces rubriques restent sous le seuil de classement ICPE. L'activité liée à la rubrique 2517 est supprimée. Les numéros de rubriques ICPE seront à actualiser.

Le Porter à Connaissance attendu permettra de réaliser un arrêté préfectoral complémentaire actualisant l'ensemble du classement ICPE avec les modifications présentées dans le présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur les quantités de déchets dangereux (batteries) stockées et de rester en permanence sous le seuil IED de 50 tonnes. Les éléments démontrant du respect du seuil de 50 tonnes sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées et pourront être contrôlés lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Porter à Connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Modifications - Actualisation des activités - Rubrique 2710

Prescription contrôlée :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation, ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'Inspection constate que des particuliers peuvent accéder au site et viennent déposer des déchets non dangereux (métaux essentiellement) et dangereux (batteries).

L'Inspection indique à l'exploitant que ces activités sont réglementées par la rubrique 2710 (Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719) divisée en sous catégorie : 2710-1 pour la collecte de déchets dangereux et 2710-2 pour la collecte de déchets non dangereux.

L'Inspection constate que les déchets collectés correspondant à cette rubrique ICPE sont réceptionnés au sein du bâtiment situé à l'entrée du site. Les particuliers n'ont pas accès au reste de l'installation. En fonction des quantités collectées, les déchets sont pesés, soit par le pont

bascule à l'entrée du site, soit par la balance située au sein du bâtiment. Dans un premier temps, ces déchets sont stockés au sein du bâtiment ou dans des alvéoles spécifiques situées à proximité. Dans un second temps, les déchets collectés, notamment les métaux, sont transférés dans le stock de déchets lié à la rubrique 2713 avant traitement (cisaillage).

L'Inspection indique à l'exploitant que ces éléments modifient son arrêté préfectoral et doivent donc être portés à la connaissance du préfet qui statuera sur le caractère notable ou substantiel de ces modifications.

Par mail du 27/08/2024, l'exploitant transmet à l'Inspection les éléments démontrant qu'une demande d'antériorité a été réalisée sur ces éléments par courrier du 19/03/2013.

Dans un premier temps, cette demande d'antériorité n'était pas jugée nécessaire car il avait été considéré que les rubriques 2713 et 2718 n'étaient pas concernées par la rubrique 2710.

Dans un second temps et suite à la note d'appréciation de nomenclature des installations classées du secteur de la gestion de déchets du 25/04/2017, il est désormais considéré que les points d'apports volontaire de DEEE, de métaux, de déchets triés non dangereux et de déchets dangereux relèvent de la rubrique 2710 et non des rubriques Tri, transit, regroupement correspondantes à ces déchets.

Par courrier du 07/08/2017, l'exploitant a donc à nouveau demandé l'antériorité pour les rubriques précitées en précisant des mesures de sécurité adaptées pour son site.

Par courrier du 29/08/2017, l'Inspection avait répondu à ce courrier en mentionnant les éléments suivants :

"Le mode opératoire que vous avez défini, à savoir l'accès aux différents stockages autorisés par les producteurs initiaux, crée un risque pour ces derniers et n'est pas acceptable par l'inspection des installations classées. Afin de prévenir tout accident, un espace dédié doit être créé pour ces producteurs initiaux et ce dépôt spécifique doit être régulièrement évacué. Si l'évacuation régulière des déchets vous permet de maintenir un volume inférieur respectivement à 100 m³ pour les déchets non dangereux et 1 tonne pour les déchets dangereux, cette activité sera non classable sous les rubriques n° 2710-1 et 2, les quantités stockées étant, dans ces conditions, inférieures aux seuils de classement.

Dans le cas contraire, je vous demande de bien vouloir préciser dans votre porteur à connaissance les dispositions prises (mesures physiques) pour que ces producteurs n'aient pas accès à l'ensemble du site. Dans ce cas, ces modifications feront l'objet de prescriptions réglementaires complémentaires, au titre de l'article R.181-46-II du code de l'environnement".

Aucune réponse sur ces demandes n'a été réceptionnée par l'Inspection.

Au regard de l'activité constatée, un Porteur à Connaissance, répondant aux demandes formulées dans le courrier du 29/08/2017, est donc attendue par l'Inspection.

Ce Porteur à Connaissance devra présenter les éléments suivants :

- Expliciter l'activité liée à la rubrique 2710 (déchets dangereux (2710-1) et non dangereux (2710-2)) réalisée.
- Transmettre les plans actualisés liés à cette activité.
- Transmettre les process / procédures liées à cette activité.
- Décrire les éléments garantissant, pour les producteurs de déchets et les particuliers, l'interdiction d'accès à l'ensemble du site et l'accès restreint à l'espace lié à l'exploitation de la rubrique 2710 (courrier du 29/08/2017).
- Se positionner sur les quantités, volumes et régimes ICPE associés à cette activité.

<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer les impacts et dangers liés à l'ajout de cette activité. - Actualiser son classement ICPE (cf. point de contrôle n°1). <p>L'Inspection indique à l'exploitant que les modifications présentées dans ce Porter à Connaissance feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire permettant d'actualiser le classement ICPE du site et ses activités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant, sous 4 mois, de répondre aux demandes de l'inspection dans son courrier du 29/08/2017 en réalisant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit garantir du maintien de la quantité / volume de déchets sous les seuils ICPE liés aux rubriques 2710-1 (1 tonne pour les déchets dangereux) et 2710-2 (100 m³ pour les déchets non dangereux) par tous les moyens nécessaires (évacuation régulière, limitation des entrées, etc.). - soit transmettre un porter à connaissance comme décrit précédemment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 1 : Fluides frigorigènes - Suite de la mise en demeure du 07/05/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2021, article 1, point 2
Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Guy Dauphin Environnement, implantée 13 bis avenue de l'Industrie, à Corbas (69960), est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appliquer le cahier des charges de dépollution des véhicules hors d'usage, qui impose d'extraire et faire éliminer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU traités sur le site conformément au cahier des charges de l'arrêté préfectoral d'agrément du 29 octobre 2018.
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection avait relevé que, en moyenne, 4,5 grammes de fluides frigorigènes étaient extraits par VHU en 2022. Selon une étude de l'ADEME menée en 2019, la quantité moyenne de fluides frigorigènes pouvant être extraite d'un VHU se situerait autour de 20 grammes / VHU.</p> <p>Sur la base de ces éléments, l'exploitant devait démontrer la bonne réalisation des opérations d'extraction et d'élimination des fluides frigorigènes contenus dans les VHU traités sur site. Afin de démontrer la bonne gestion de ces opérations, l'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <p>Par mail du 09/08/2024 et 23/08/2024, il a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) datés du 13/12/2023, 19/06/2024 et 28/06/2024 démontrant de l'enlèvement de 3,455, 24,22 et 23,915 kilos de fluides frigorigènes,

- la certification AFNOR Certification concernant le maintien de son attestation Fluides Frigorigènes- Catégorie 5 D datée du 28/02/2024,
- 3 attestations d'aptitude fluides frigorigènes - catégorie 5 Démolisseurs pour les 3 employés manipulant ces produits (valable 5 ans et datées du 25/05/2021 (pour 2 employés) et du 21/11/2019.
- 1 fiche de suivi de dépollution VHU mentionnant la quantité extraite de fluide frigorigènes pour les véhicules traités.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence du poste de dépollution des VHU et de l'appareil permettant d'extraire les fluides frigorigènes. L'exploitant explicite la procédure mise en place concernant l'extraction des fluides frigorigènes.

L'exploitant explique à l'Inspection que la quantité de récupération des fluides frigorigènes est en augmentation pour l'année 2023 mais reste sous le seuil de 20 grammes défini par l'ADEME. Il explique que ce chiffre est difficilement atteignable car il se base sur l'extraction moyenne réalisée sur un véhicule. Une part importante des VHU réceptionnés par l'exploitant sont, soit endommagés et ne contiennent plus de fluides frigorigènes, soit ne dispose pas de système climatisation.

Par mail du 23/08/2024, l'exploitant a transmis des éléments précisant la quantité de fluides frigorigènes extraite par VHU pour l'année 2023.

L'exploitant a traité 2993 VHU pour une quantité totale de fluides frigorigènes extrait de 27370 grammes soit 9,14 grammes / VHU.

En ne prenant en compte que les VHU réceptionnés complets (2419 VHU), la quantité moyenne extraite serait de 11,31 grammes / VHU.

L'exploitant indique également qu'une part importante de ces VHU réceptionnés ne disposent pas de système de climatisation.

L'Inspection a pu constaté la bonne gestion de l'exploitant concernant l'extraction des fluides frigorigènes. Le process liée à cette opération est maitrisé. L'exploitation tout comme le personnel réalisant ces opérations dispose des habilitations nécessaires. La traçabilité des fluides frigorigènes extraits est également correctement réalisée.

La quantité de fluides frigorigènes extraite est en augmentation en comparaison de l'année 2022 (11,31 grammes en 2023, 4,5 grammes en 2022).

Ces constats permettent à l'Inspection de proposer le lever le point 2 de la mise en demeure du 07/05/2021.

Par conséquent, l'ensemble des éléments de la mise en demeure étant soldés, l'Inspection propose de lever la mise en demeure du 07/05/2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection recommande à l'exploitant de poursuivre le suivi réalisé permettant de connaître la quantité de fluides frigorigènes extraite par véhicule.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux - Suite de la mise en demeure du 05/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PURFER, qui exploite une installation de récupération, de tri et de transit de déchets de métaux, de ferrailles et de véhicules hors d'usage (VHU) 13 bis avenue de l'Industrie 69960 Corbas, est mise en demeure, au plus tard le 31/12/2022, de respecter l'article 14 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 susmentionné relatif à la gestion des eaux de ruissellement et des réseaux associés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Plan des réseaux :</u> Afin de démontrer de la bonne gestion de ses rejets aqueux et de son réseau d'eau, l'exploitant avait transmis à l'Inspection, par mail du 09/08/2024, le plan des réseaux actualisé du site. Lors de l'inspection, l'Inspection indique à l'exploitant que les ouvrages hydrauliques présents sur son plan (séparateur d'hydrocarbure, vannes d'isolement, etc.) doivent également être légendés. Par mail du 04/09/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan actualisé comprenant les rectifications demandées.</p> <p><u>Modification du réseau / travaux réalisés :</u> L'Inspection a constaté que le site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbure permettant de traiter les eaux issues de la zone de dépollution des VHU. L'Inspection a également constaté que les bordures d'espaces verts présentes en limite Est de site ont été réparées. Ainsi, de part ces aménagements et de part la conception du site, les éventuelles eaux d'extinctions / polluées ne peuvent se déverser sur les espaces verts indiqués et seraient retenues sur site. L'exploitant a donc supprimé les liaisons directes entre les réseaux de collecte et le milieu récepteur.</p> <p><u>Nettoyage de la zone d'espace vert polluée / retrait des terres impactées :</u> Dans le rapport d'inspection lié à la précédente visite, il était demandé à l'exploitant de transmettre les éléments démontrant du nettoyage de la zone d'espace vert dont une pollution avait été constatée et du retrait des terres impactées. Par mail du 23/08/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants : - Bon de sortie daté du 17/03/2023 démontrant que 808 kilos de terres ont été évacuées,</p> <p>Ainsi, l'Inspection constate que les eaux de ruissellement du site sont collectées et traitées dans des conditions adéquates. Ces constats permettent à l'Inspection de proposer de lever le point 1 de la mise en demeure du 05/12/2022. Par conséquent, l'ensemble des éléments de la mise en demeure étant soldés, l'Inspection propose de lever la mise en demeure du 05/12/2022.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose de lever la mise en demeure du 05/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 3					
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des rejets					
Prescription contrôlée :					
Rejet	M i l i e u r é c e p t e u r	Paramètres	Normes	Concentration s en mg/l sur échantillon moyen 24h	Périodicité des mesures
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Réseau d'eaux p l u v i a l e s c o l l e c t i f	DCO	NFT 90 101	125	Semestrielle
/	/	MES	NFT 872	30	Semestrielle
/	/	Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	10	Semestrielle
/	/	Métaux totaux	/	15	Annuelle
Constats :					
<p>Par mail du 23/08/2024, l'exploitant a transmis les mesures réalisées concernant ses rejets aqueux pour les eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a réalisé des analyses datées du 30/06/2023,07/08/2023 et 09/04/2024 par EUROFINs, WESSLING et IRH Conseils.</p> <p>Pour les trois rapports transmis, l'exploitant respecte les valeurs Limites d'Emissions (VLE) imposées par son arrêté préfectoral.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire lié à l'actualisation du classement ICPE (cf. point de contrôle 1 et 2) permettra d'actualiser également les prescriptions liées au dispositif de surveillance des rejets aqueux (paramètres et fréquence de mesure) selon les différents arrêtés ministériels traitant de cette thématique.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
<p><u>Etat des matières stockées.</u></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du</p>

<p>régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel permettant de produire rapidement un état des stocks de l'ensemble des éléments stockés à l'instant T au sein de son installation. Le jour de la visite, il a pu extraire et transmettre un état des stocks daté du jour même retraçant l'ensemble des éléments stockés sur site et la quantité associée.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que ces éléments doivent être tenus à disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant indique prendre l'attache des services d'incendie et de secours afin de définir les modalités de transmission de ces éléments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de prendre l'attache des services d'incendie et de secours afin de définir des modalités de mise à disposition des documents demandés.</p> <p>Ces éléments sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées et pourront être contrôlés lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 3, points 1.4, 1.5 et 1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Activité de cisailage, récupération de métaux et stockage batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point 1.4</u></p> <p>Le stockage des produits métalliques à cisailer et des produits cisailés sera limité à une hauteur de 5 mètres.</p> <p><u>Point 1.5</u></p> <p>Le stockage des métaux non ferreux sera effectué à l'intérieur des casiers de stockage dont la hauteur utile sera limitée à 3 mètres.</p>

Point 1.6

Les batteries seront stockées dans des caissons anti-acide, étanches et capotés avant enlèvement pour valorisation.

Constats :

L'Inspection constate que les produits métalliques en attente d'être cisailés sont stockés sur une hauteur inférieure à 5 mètres.

Le stockage des métaux non ferreux est réalisé au sein du bâtiment dans des caisses ou bennes de stockage. La hauteur de stockage est inférieure à 3 mètres.

L'ensemble des batteries est stocké dans des caisses ou bennes étanches, soit capoté, soit stocké en intérieur.

Type de suites proposées : Sans suite